

Le chaos parlementaire libyen est à l'image du pays

L'Assemblée sortante, plutôt islamiste, a critiqué l'installation des nouveaux députés, en majorité modérés, réunis à Tobrouk.

MARYLINE DUMAS
TRIPOLI

MAGHREB « Je ne comprends pas ce que nous faisons là, alors que les gens sont en train de mourir dehors », confiait un fonctionnaire, les larmes aux yeux. Il s'agit pourtant, comme ses collègues de l'administration du Congrès général national (CGN), lundi, pour organiser la cérémonie de remise des pouvoirs à Tripoli. Un événement raté et éclipsé par une réunion bien plus importante qui avait lieu au même moment, un millier de kilomètres plus à l'est. À Tobrouk, près de la frontière égyptienne, se réunissait of-

ficiellement pour la première fois la Chambre des représentants, le nouveau parlement libyen. Environ 160 (le chiffre n'a pas pu être vérifié) des 188 élus étaient présents et devaient élire dans la soirée leur président.

Cette journée n'a fait que mettre au jour les clivages de la Libye actuelle : certains nouveaux élus - à tendance islamiste, selon leurs détracteurs - ont préféré se rendre à la cérémonie de Tripoli organisée par le CGN (Parlement sortant). À l'inverse, certains membres du CGN ont préféré se rendre à Tobrouk. C'était le cas notamment du vice-président du Congrès, Ezzedine al-Awami, en désaccord avec Nuri Abu Sahmein, son prési-

dent. « La transition entre le CGN et le nouveau Parlement est vitale, parce que le pays est dans la tourmente. Nous espérons que tous les Libyens vont placer les intérêts du pays au-dessus de tout », a affirmé, le vice-président, qui n'a eu de cesse, ces derniers mois, de demander le gel de sa propre assemblée.

« Seule cérémonie légitime »

À Tripoli, dans le bâtiment où a siégé pendant deux ans le Congrès, tout avait été préparé pour cette remise des pouvoirs. Immense affichage, buffet, plusieurs dizaines de sièges... qui sont restés vides. Annoncée à 11 heures, la cérémonie n'avait toujours pas commencé en milieu

d'après-midi. Les participants doutaient de plus en plus de la venue du président Nuri Abu Sahmein, qui a pourtant tenu tête à la Chambre des représentants en annonçant que la remise des pouvoirs aurait lieu à Tripoli. Quelques dizaines d'anciens et de nouveaux députés ont patienté dans un salon. « C'est la seule cérémonie légitime ici, car c'est le président du Congrès qui nous a invités », a glissé Ammar al-Ablag, l'un des rares membres de la Chambre des représentants présents. Sous les hautes vitres encore marquées par la dernière attaque (une brigade a envahi le Congrès en mai dernier), on entendait au loin les roquettes tomber. Au même moment, à Tobrouk, le

doyen de la Chambre des représentants, Abou Bakr Biira, appelait « ceux qui portent les armes à faire prévaloir la raison et la sagesse ». Depuis le 13 juillet, Tripoli est en proie à de violents combats entre Zintanis, considérés comme modérés, et une coalition de brigades islamistes et originaires de Misrata. Des violences semblables ont lieu depuis mi-mai à Benghazi. Et c'est bien ce qui inquiète les Libyens. « CGN ou Chambre des représentants, c'est la même chose ! Ils sont aussi ridicules les uns que les autres, se moque Mazin, un chauffeur de taxi. Mais qu'ils fassent attention, parce qu'à ce rythme, le nouveau Parlement ne se réunira bientôt plus à Tobrouk, mais en Égypte ! » ■

Fomunoyoh : « Un sommet de rattrapage »

Barack Obama, qui a déçu les Africains, veut relancer les relations avec ce continent, explique le chercheur camerounais.

PROPOS RECUEILLIS PAR
TANGUY BERTHEMET @tanguyber

AFRIQUE-ÉTATS-UNIS Le premier sommet Afrique-États-Unis, qui s'est ouvert lundi à Washington, est avant tout une opération destinée à relancer les échanges économiques. Mais derrière ces préoccupations de développement, la lutte pour la sécurité et contre les islamistes reste le premier souci américain. Économie et sécurité sont d'ailleurs loin de s'opposer. Au Nigeria, les islamistes de Boko Haram menacent la stabilité du pays, moteur financier de l'Afrique de l'Ouest. Au Kenya, les infiltrations des djihadistes d'al-Chebab venus de Somalie plombent la croissance de cette locomotive de l'Est africain. Christopher Fomunoyoh décrypte la relation entre les États-Unis et l'Afrique. Ce politologue camerounais dirige le département Afrique du National Democratic Institut (NDI), un think-tank basé à Washington.

LE FIGARO. - Après la France, l'Europe, la Chine et l'Inde, pourquoi l'Amérique organise-t-elle son sommet avec l'Afrique ?

Christopher FOMUNYOYH. - Cela pour plusieurs raisons. Il y a un facteur historique. C'est la première fois qu'un Noir est président des États-Unis, et il voulait marquer son passage à la Maison-Blanche en posant un acte fort. Cela sera la première fois qu'un chef d'État américain verra l'ensemble des chefs d'État africains. Il y a aussi des raisons purement pragmatiques. La

plupart des défis que rencontrent aujourd'hui les pays africains ne peuvent plus être résolus de manière isolée, de manière purement bilatérale, que ce soit en matière de règlement de conflits, de commerce ou même de gouvernance. Une approche multilatérale est nécessaire, et elle ne peut qu'aider la politique américaine en Afrique. Et si c'est vrai que tous les observateurs se réfèrent aux conférences organisées par les autres, l'Administration Obama veut agir différemment, de manière plus pragmatique.

Ce sommet traduit-il un changement de vision des États-Unis envers l'Afrique ?

Non, je crois que la vision a été constante depuis la fin de la guerre froide et des guerres par procuration.



La plupart des défis que rencontrent aujourd'hui les pays africains ne peuvent plus être résolus de manière isolée.

CHRISTOPHER FOMUNYOYH, POLITOLOGUE CAMEROUNAIS

On voit, par exemple, que Clinton avait lancé le programme Agoa, une convention qui facilite les échanges commerciaux, un programme soutenu ensuite par Bush et par Obama, qui envisage son renouvellement pour 2015. Cette constance pousse certains Africains à penser que si ce premier sommet est une réussite, il y a de fortes chances pour qu'il soit maintenu par le prochain président américain.

La grande priorité reste la sécurité. N'est-il pas gênant que les États-Unis donnent l'impression de ne pas avoir une politique globale en Afrique ?

La sécurité est devenue une priorité par nécessité. À son arrivée à la Maison-Blanche, Obama n'envisageait pas d'agir comme cela en Afrique. Mais, par exemple, quand dans le nord du Mali les djihadistes attaquent ou que la menace al-Chebab grandit au Kenya et en Somalie, on n'a pas le temps de faire du long terme. Il faut réagir tout de suite. Cela s'impose aussi aux Africains. C'est une réalité.

Obama a, semble-t-il, déçu les Africains. Pensez-vous qu'ils attendaient trop de lui ou qu'Obama a raté ses relations avec le continent ?

En 2008, beaucoup d'Africains ont perçu l'élection de Barack Obama comme celle d'un Africain à la Maison-Blanche. Les attentes étaient donc tellement élevées qu'il était difficile d'être à la hauteur. Il est vrai que les premiers discours d'Obama, au Caire

et au Ghana, avaient renforcé les espoirs. Avec le temps, les Africains se sont rendu compte qu'il était américain. Pendant son premier mandat, la politique étrangère d'Obama était totalement focalisée sur l'Afghanistan et l'Irak, et il était très difficile pour lui de faire attention aux questions africaines. En plus, ses relations très délicates avec le Congrès, sachant que dans le système américain le Congrès détient les cordons de la bourse, ont, elles aussi, rendu sa tâche ardue. Ce sommet est donc une sorte de rattrapage pour les deux ans qui lui restent, une façon de marquer son passage à la Maison-Blanche.

Qu'attendre d'un tel sommet ?

Il faut mettre la pression pour qu'il y ait des résultats palpables et concrets. Obama sait que les espérances sont grandes. Si, après tout le tapage qui a été fait, cela se résume à une simple opportunité pour les présidents africains de se faire photographier avec le président des États-Unis, beaucoup d'Africains seront déçus. Il aura donc beaucoup d'efforts à faire pour qu'au-delà du côté historique, il y ait aussi de la substance. ■

EN BREF

Bagdad vient à l'aide des pechmergas kurdes

Le premier ministre irakien a ordonné lundi aux forces aériennes de soutenir les pechmergas kurdes dans leur contre-offensive face aux djihadistes de l'État islamique. Il s'agit d'une coopération exceptionnelle : les Kurdes ont profité de la déroute de l'armée irakienne ces derniers mois pour s'emparer de territoires disputés, dégradant leur relation avec le gouvernement central.

L'Arménie redoute une guerre avec l'Azerbaïdjan

L'Arménie a déclaré lundi redouter une « guerre » avec l'Azerbaïdjan, en raison de la multiplication d'accrochages ces derniers jours autour du Haut-Karabakh, une région séparatiste azerbaïdjanaise que se disputent les deux pays.



Lundi, les participants au sommet Afrique-États-Unis, dont le secrétaire d'État américain John Kerry et le président de la Banque mondiale Jim Yong Kim (à droite), ont pléché sur la renégociation de l'Agoa (African Growth and Opportunity Act).

KAREN BLEIER/JAP; ALIOU MBAYE/PANAPRESS/MAXPPP

LE FIGARO HISTOIRE

DE L'ATTENTAT DE SARAJEVO À LA BATAILLE DE LA MARNE

1914 L'ÉTÉ MEURTRIER

**L'EMBRASEMENT
L'INVASION
LE SURSAUT**

6€
6.90
132 pages

VOTRE RENDEZ-VOUS AVEC L'HISTOIRE

EN VENTE ACTUELLEMENT CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
ET SUR WWW.LEFIGARO.FR/HISTOIRE